

ACF-INTERNATIONAL

RENFORCER LA RESILIENCE AUX CHOCS ET AUX STRESS

Document d'Information
Avril, 2013



Renforcer la resilience aux chocs et aux stress



REMERCIEMENTS

L'auteur, Sandrine Roussy (Référénte DRM, ACF-F), souhaite remercier Frédéric Ham (Référent DRM, ACF-E), et Etienne Du Vachat (Responsable Plaidoyer en Sécurité Alimentaire ACF-F) pour leur travail considérable réalisé en initiant et en contribuant à l'élaboration de ce document. L'auteur tient à exprimer des remerciements envers Ioana Kornett (Directrice Scientifique et Technique, ACF-F), Silke Pietzsch (Directrice Technique, ACF-USA), et Morwenna Sullivan (Référénte Plaidoyer, ACF-UK) pour leurs recommandations qui ont fait progresser la réflexion sur la résilience aux catastrophes et au changement climatique.

L'auteur tient à remercier toutes les missions d'ACF et autres intervenants qui utiliseront ce document pour développer des interventions en réduction des risques de catastrophe et adaptation au changement climatique, tout en luttant contre les causes sous-jacentes et contribuer à la résilience des personnes affectées par les catastrophes, y compris les catastrophes climatiques .

DROIT D'AUTEUR

Couverture : © Eduardo Diaz, ACF USA - Pakistan
Pour l'ensemble des photographies : © Action Contre la Faim

TABLES DES MATIÈRES

QU'EST-CE QUE LA RÉSILIENCE ?	5
INDIVIDU, MÉNAGE, COMMUNAUTÉ OU SYSTÈME	6
MESURER LA RÉSILIENCE AUX CATASTROPHES	6
METTRE EN ŒUVRE LA RÉSILIENCE AUX CATASTROPHES ET AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	7
1. Réduire l'impact des catastrophes et du changement climatique : préparation et gestion de l'information	7
2. Réduire les vulnérabilités structurelles face aux catastrophes et à la sous-nutrition	8
3. Renforcer l'appui aux communautés au moyen d'une gouvernance responsable et efficace	9
4. Mener une action de plaidoyer et élaborer des politiques	9
PLAIDOYER EN FAVEUR DE LA RÉSILIENCE	9
ÉTUDES DE CAS	10
1. Mieux se préparer à répondre aux urgences : Indonésie	10
2. Mieux comprendre les mécanismes d'adaptation des communautés : Georgie	10
3. Améliorer la préparation des communautés : Ethiopie	11
4. Réduire les risques tout en diversifiant les moyens d'existence : Burkina Faso	11
5. Réduire les vulnérabilités par le biais de la réduction des risques de catastrophe : Pakistan	12
6. Accroître les compétences des communautés pour une meilleure gestion du risque, de l'incertitude et du changement : Philippines	12
7. Soutenir les systèmes d'alerte précoce pour améliorer les moyens d'existence des communautés : Guatemala- Nicaragua	13
8. Renforcer les capacités de gouvernance : Haiti	13
9. Suivre, analyser et anticiper les risques de catastrophe : Mali-Niger	14
RÉFÉRENCES	15



En 2011, les catastrophes naturelles ont affecté plus de 244 millions de personnes, fait près de 30 770 victimes et causé des dégâts chiffrés à 366 milliards de dollars. La même année, la première famine du XXI^e siècle frappait la Corne de l'Afrique. Il semble que les aléas naturels et d'origine humaine seront de plus en plus fréquents au cours des décennies à venir, et que les chocs spontanés et prolongés atteindront un grand nombre de personnes à travers le monde¹. L'intensification du changement climatique est déjà en cours, ce qui augmente le risque de catastrophe climatique.

Les impacts du changement climatique entraînent une augmentation des risques de malnutrition et d'insécurité des moyens d'existence, en particulier chez les plus vulnérables et les plus pauvres.

Un **choc** est un « événement soudain ayant une incidence sur la vulnérabilité d'un système et de ses composantes ». S'agissant des aléas à évolution lente, un événement est considéré comme un choc « lorsqu'il franchit un point de basculement et devient un événement extrême ».

Un **stress** est une « tendance à long terme qui affaiblit le potentiel d'un système donné et accroît la vulnérabilité des acteurs de ce système »².

Les conséquences des chocs et stress au niveau communautaire dépendent de l'intensité de l'aléa, ainsi que de la vulnérabilité et de la capacité des personnes concernées à y faire face.

$$\text{RISQUE} = \frac{\text{ALÉA} \times \text{VULNÉRABILITÉ}}{\text{CAPACITÉ}}$$

La *réduction des risques de catastrophe* (RCC) vise à minimiser ou éviter les pertes causées par les aléas naturels ou d'origine humaine par la mise en place de mesures de préparation, d'atténuation et de prévention, et, en parallèle, à œuvrer au renforcement de la résilience.

L'*adaptation au changement climatique* (ACC) a pour objectif d'élaborer des actions visant à s'adapter aux changements climatiques, à évoluer en fonction de ceux-ci et à en tirer profit. Il s'agit d'un processus dans lequel de nombreux acteurs sont impliqués, à plusieurs niveaux et dans différents domaines d'intervention, et qui nécessite une analyse des chocs et stress climatiques liés aux risques actuels et futurs.

Etant donné que le nombre de personnes affectées par des catastrophes naturelles est plus élevé que jamais, et que les victimes civiles de conflits violents sont de plus en plus nombreuses, ACF reste déterminée à répondre aux crises humanitaires. Pour ce faire, l'organisation a adopté une double approche axée sur les deux volets suivants :

- **répondre aux besoins urgents des personnes affectées par une catastrophe.**
- **élaborer une stratégie d'adaptation par le biais de la réduction des risques de catastrophe et de l'adaptation au changement climatique³.**

Il convient de noter que ces deux volets sont indissociables. Pour accroître la résilience des individus, des ménages ou des communautés aux catastrophes, il est nécessaire d'interagir simultanément afin de couvrir les besoins urgents dus aux chocs mais aussi les besoins permanents, en ciblant les causes structurelles de la vulnérabilité.

En outre, ces stratégies parallèles contribuent à renforcer la résilience des populations menacées grâce au développement de leurs capacités, à la fois au niveau institutionnel et communautaire⁴.

1 - SIPC 2012 - Annual Disaster Statistical Review 2011

2 - DFID, 2011 – Defining Disaster Resilience: a DFID approach paper

3 - ACFIN, 2010 - ACF International Strategy 2010 - 2015

4 - ACF-France, 2011 - Plan d'action CAP 2015

QU'EST-CE QUE LA RÉSILIENCE ?

La notion de résilience est au cœur du débat en cours parmi les acteurs du développement et de l'humanitaire. Elle a été définie de différentes manières, en associant des mots clés tels que « capacité », « atténuation », « adaptation », « récupération », « chocs », « stress », « faire face aux risques » et « vulnérabilité », cependant la plupart de ces concepts sont comparables.

La résilience est la capacité à surmonter des chocs et stress négatifs, à s'adapter et à apprendre à vivre avec des changements et des incertitudes. D'après la littérature, il s'agit de la « **capacité à résister, à récupérer ou à s'adapter aux conséquences d'un choc ou d'un changement,** »⁵. La résilience est une approche à long terme qui met l'accent sur la capacité à rebondir mais aussi à intégrer **l'adaptation et la transformation lorsqu'un changement se produit**⁶.

La résilience peut être considérée comme la capacité à⁷ :

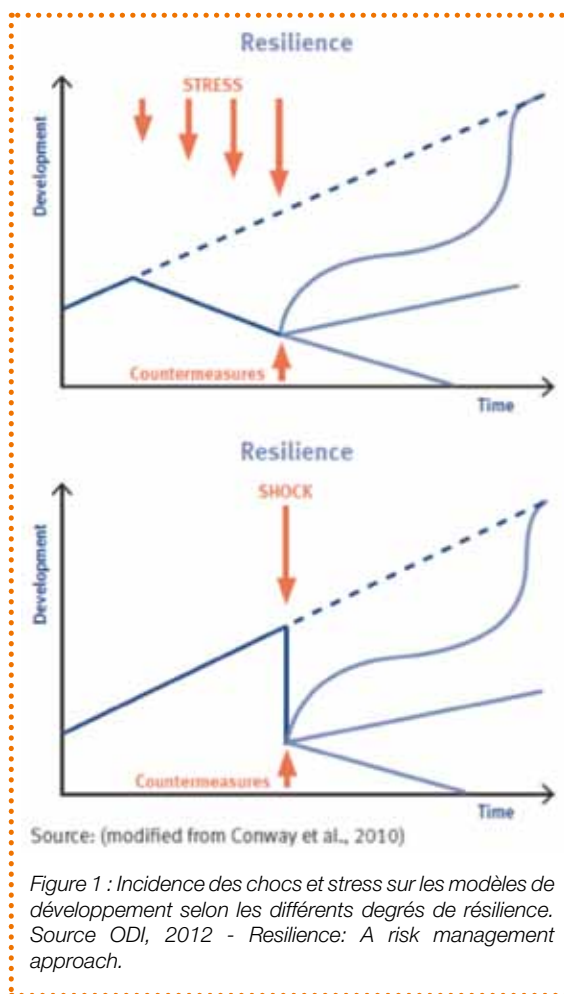
- **résister** à un choc ponctuel ou chronique ou à **l'absorber = résistance**
- **faire face** à une perturbation temporaire tout en **minimisant** les dégâts et les coûts occasionnés par un aléa = **préparation**
- **se relever ou rebondir** après un événement = **récupération**
- **gérer ou préserver** les fonctions et structures essentielles pour les adapter à une situation future = **adaptation**
- **donner la possibilité de modifier** les capacités afin de tirer parti d'une situation défavorable = **transformation**

La résilience comporte certaines limites. En effet, l'adaptation ou la transformation ne profitent pas à tous. Le fait que la résilience ne tienne pas compte les dimensions sociales ni la relation de pouvoir au sein de la communauté ou du ménage constitue une préoccupation majeure. De plus, la résilience n'est pas directement corrélée de manière positive au bien-être : certains ménages peuvent accroître leur résilience, mais c'est au détriment de leur propre bien-être⁸.

Il conviendra d'améliorer l'**articulation entre réponse humanitaire et intervention à long terme** pour mettre en œuvre des programmes de résilience, afin de faire face au stress à long terme et aux chocs à court terme. Il sera donc nécessaire d'**adopter une approche multisectorielle**, à un moment donné, pour assurer un développement durable. Par exemple, des mesures intégrées de préparation de crises spontanées ou prolongées, peuvent être mises en place à différents niveaux afin de réduire les effets de ces événements⁹.

DÉFINITION DE LA RÉSILIENCE

« La résilience aux catastrophes est la capacité des pays, des communautés et des ménages à gérer un changement, en conservant ou en transformant leur niveau de vie face aux chocs et stress tels que tremblements de terre, sécheresses ou conflits violents, sans compromettre leurs perspectives à long terme (DFID, 2011) »¹⁰.



5 - IDS, 2012 – Resilience: New Utopia or New Tyranny?

6 - BC3, 2011 – Multidisciplinary perspectives on urban resilience

7 - John Twigg, 2009 - Characteristics of a Disaster-resilient Community

8 - IDS, 2013 – Making the most of resilience

9 - ODI, 2012 – Resilience: a risk management approach

10 - DFID, 2011 - Defining Disaster Resilience: A DFID Approach Paper

INDIVIDU, MÉNAGE, COMMUNAUTÉ OU SYSTÈME

La résilience existe à plusieurs niveaux et concerne les individus, les ménages, la communauté, le système et/ou la société. ACF cible **les individus, les ménages et les communautés**, c'est-à-dire les personnes affectées en priorité ou ne disposant pas de ressources suffisantes pour faire face à des événements chroniques ou ponctuels. Placer l'accent sur la résilience signifie autonomiser les communautés pour qu'elles utilisent leurs propres ressources et renforcent leur capacité à affronter les chocs et stress, plutôt que se concentrer sur leur vulnérabilité ou leurs besoins en situation d'urgence.

Néanmoins, les communautés n'étant pas des entités isolées, leur degré de résilience est influencé par les capacités externes des institutions où ACF peut interagir, en renforçant leur aptitude à mieux gérer les aléas futurs.

MESURER LA RÉSILIENCE AUX CATASTROPHES

La résilience aux catastrophes peut être mesurée au moyen d'indicateurs ou de caractéristiques, dans le cadre du système de suivi, d'évaluation et d'apprentissage. **Il est possible d'évaluer la résilience des communautés, mais ces mesures doivent être spécifiques à la situation géographique et au type d'aléa.**

D'après le document « *Characteristics of a Disaster-Resilient Community* »¹¹, il convient de mesurer la résilience aux catastrophes selon les **cinq piliers énoncés dans le Cadre d'action de Hyogo 2005-2015**.

Processus	Résultats
Formation et renforcement des capacités	Cadre d'action de Hyogo :
Évaluation des vulnérabilités et des capacités	Gouvernance des risques
Plans de préparation et d'action	Évaluation des risques
Sensibilisation des communautés	Connaissances et éducation
Activités d'atténuation	Gestion des risques et réduction des vulnérabilités
Système communautaire d'alerte précoce	Préparation et réponse aux catastrophes

La résilience aux catastrophes est évaluée sur la base de caractéristiques plutôt que d'indicateurs. En effet, les caractéristiques correspondent davantage au résultat des évaluations de projets ou à celui des activités de RRC. Les indicateurs sont quant à eux des évolutions mesurables liées à la contribution d'un projet.

Suivi systématique en fonction d'indicateurs de base¹² :

- Processus (avancement du projet)
- Impact (réalisation de résultats)
- Direct ou indirect
- Qualitatif ou quantitatif

Basé sur des indicateurs de processus et de résultats déterminés selon les étapes de « l'approche intégrée communautaire de réduction des risques » et les principales caractéristiques des communautés résilientes aux catastrophes, on peut mettre au point un indice de mesure des communautés résilientes aux catastrophes peut-être développé¹³.

11 - John Twigg, 2009 - *Characteristics of a Disaster-resilient Community*

12 - OXFAM - *Measuring the Impact of Disaster Risk Reduction: A Learning Companion*

13 - Shesh Kanta Kafle, 2011 - *Measuring disaster-resilient communities*

METTRE EN ŒUVRE LA RÉSILIENCE AUX CATASTROPHES ET AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Pour aller plus loin, on peut considérer la résilience aux catastrophes et au changement climatique comme une **approche intégrée et pluridisciplinaire** permettant de renforcer le lien entre réponse aux urgences et perspective à long terme.

L'objectif d'ACF est **d'allier la réduction des risques de catastrophe, l'adaptation au changement climatique, la gestion des ressources naturelles et la protection sociale à la prévention de la sous-nutrition**. Ces thématiques sont élaborées au moyen d'une **approche communautaire** qui assure l'autonomisation des communautés, en vue de protéger leur vie et leurs moyens d'existence contre les chocs et stress.

1. Réduire l'impact des catastrophes et du changement climatique : préparation et gestion de l'information

AMÉLIORER LA PRÉPARATION AUX CHOCs ET STRESS

Pour répondre aux conséquences des chocs ou des stress et les atténuer, il est nécessaire de mettre en place des mécanismes de préparation impliquant de multiples acteurs, et à plusieurs niveaux.

- **Renforcer les capacités de préparation** au niveau des missions et des sièges pour mieux préparer la réponse, en partenariat avec l'ensemble des acteurs œuvrant dans les domaines suivants : Eau, assainissement et hygiène (EAH), Sécurité alimentaire et moyens d'existence (SAME), Santé mentale et pratiques de soins (SMPS), et Nutrition et santé (ex. : plan de préparation et réponse aux urgences).
- **Établir une analyse multisectorielle** des impacts et des menaces liés aux catastrophes et au changement climatique, sur la sécurité nutritionnelle, afin d'améliorer notre compréhension du contexte et des stratégies d'adaptation mises en place par les communautés.
Cette analyse peut être faite à travers une évaluation conjointe regroupant les domaines EAH, SAME, SMPS et Nutrition, ou d'une façon sectorielle tout en ayant une analyse commune (ex. : calendrier multisectoriel saisonnier, l'analyse participative des capacités et des vulnérabilités, etc.).
- **Accroître les capacités de préparation des institutions et des communautés** pour faire face aux catastrophes et aux crises alimentaires, hydriques et nutritionnelles (ex. : plan de contingence national).

RENFORCER LES SYSTÈMES D'ALERTE PRÉCOCE ET LES SYSTÈMES DE SURVEILLANCE EN SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE, ET EN LIEN AVEC L'INCERTITUDE CLIMATIQUE

Les systèmes de surveillance en sécurité alimentaire et nutritionnelle ont été conçus en interne et mis en œuvre dans les communautés et les pays exposés aux chocs et stress. Ils ont été utilisés pour informer ou avertir les acteurs et autorités clés sur les situations alimentaires et nutritionnelles.

- **Lier les informations d'alerte précoce avec la planification interne de préparation et réponse aux urgences** pour mettre en place des mécanismes de réponse rapide (ex. : système d'alerte précoce contre les inondations).
- **Appuyer les systèmes d'alerte précoce et de surveillance alimentaire et nutritionnelle** aux niveaux local, national ou régional. Continuer de veiller au suivi des informations d'alerte précoce réalisé par les gouvernements (ex. : surveillance du prix des denrées alimentaires, admission d'enfants souffrant de malnutrition dans des centres de nutrition, surveillance de la prévalence des diarrhées, suivi des nappes phréatiques, etc.).
- **Accroître les compétences des communautés pour mieux gérer l'incertitude et le changement** grâce à la gestion des connaissances autochtones et extérieures.
- **Transformer les compétences et les connaissances en apprentissage, expérimentation et innovation** (ex. : formation sur les prévisions climatiques).



- Plan de préparation et réponse aux urgences d'ACF
- Plan de contingence nationale ou locale
- Plan communautaire de préparation et réponse aux urgences
- Évaluation multisectorielle
- Suivi des risques liés à des catastrophes secondaires ou à des répercussions entraînant une nouvelle catastrophe
- Calendrier multisectoriel saisonnier
- Système d'alerte précoce régional, national ou communautaire
- Prévisions météorologiques saisonnières
- Modélisation climatique
- Projections relatives aux ressources naturelles/à la planification urbaine
- Surveillance communautaire des aléas et de la faim en fonction de prévisions extérieures
- Mécanismes traditionnels de préparation, d'adaptation et de nutrition
- Création et formation de comités sur les catastrophes
- Apprentissage mutuel des communautés en matière de protection contre les aléas/de diversification des moyens d'existence
- Renforcement des connaissances et des compétences pour instituer une « culture de sûreté » dans les communautés

2. Réduire les vulnérabilités structurelles face aux catastrophes et à la sous-nutrition

GÉRER LES RISQUES ET ACCROÎTRE LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS

Les communautés renforcent leurs capacités grâce à des actions collectives, l'équité et la confiance, tout en diversifiant leurs moyens d'existence d'une manière écologiquement responsable, en vue de réduire le risque de catastrophe et de vulnérabilité face à la sous-nutrition.

- **Mettre en place une programmation multisectorielle** alliant RRC, ACC, protection sociale et prévention de la malnutrition pour accroître la résilience des systèmes de moyens d'existence (ex. : évaluation participative des capacités et des vulnérabilités).
- **S'assurer** que les moyens d'existence et des infrastructures sont **protégés contre les aléas** (par ex. : utilisation de semences résistantes ou de banques de riz).
- **Promouvoir un environnement sain** : promouvoir, auprès des ménages et des communautés, un accès suffisant aux services de santé, une amélioration de la production alimentaire, un meilleur accès aux revenus et à un régime alimentaire équilibré, un accès à l'eau potable et utiliser les connaissances, en lien avec les stratégies de changement des comportements (ex. : sensibilisation à l'hygiène et aux pratiques de soins après une catastrophe).
- **Tenir compte des bonnes pratiques et des processus d'apprentissage** pour transposer les activités de gestion des risques et d'amélioration de la résilience à plus grande échelle (ex. : visite d'échange sur le terrain).

- Semences, bétail et méthodes agricoles résistants aux aléas
- Éducation à l'utilisation des aliments, à la santé infantile et maternelle et aux pratiques de soins
- Éducation à l'hygiène et prévention des maladies hydriques
- Filets de sécurité reposant sur une aide monétaire et alimentaire (protection sociale)
- Réserves et banques de semences, de céréales et de fourrage
- Diversification des cultures et de l'élevage
- Gestion écologique de l'agriculture et des bassins versants
- Culture de sûreté en vue de la réduction des risques de catastrophe

3. Renforcer l'appui aux communautés au moyen d'une gouvernance responsable et efficace

ACCROÎTRE LES CAPACITÉS DES COMMUNAUTÉS ET DES INSTITUTIONS

Privilégier le développement d'un lien interactif entre les autorités et les communautés, tout en amplifiant et renforçant les capacités de gouvernance.

- **Mettre en place ou renforcer les politiques, capacités et mécanismes de coordination** en donnant la priorité à la sous-nutrition, la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique, avec l'appui des institutions (ex. : plateforme commune sur la RRC et l'ACC).
- **Faire coopérer les organisations communautaires et les acteurs extérieurs** pour promouvoir des initiatives communautaires sur la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique (ex : plan local de développement et événements particuliers).

Mener une action de plaidoyer et élaborer des politiques

La sécurité nutritionnelle des zones affectées par le changement climatique et sujettes aux catastrophes doit être intégrée aux notes d'orientation, aux principales stratégies de gestion des risques et aux documents de plaidoyer. D'autre part, les programmes et stratégies en sécurité alimentaire et nutritionnelle doivent davantage tenir compte des risques climatiques et de la nécessité de la résilience.

- **Soutenir les campagnes de plaidoyer** qui mettent en avant les principaux problèmes et besoins des populations les plus vulnérables face aux catastrophes et à la sous-nutrition.

- Événements locaux ou communautaires
- Appui à la consultation des communautés concernant le plan de développement
- Amélioration des capacités techniques des institutions locales
- Promotion de l'intégration des questions des catastrophes, du changement climatique et de la sous-nutrition au sein des politiques et stratégies de développement au niveau nationales et régionales
- Priorité accordée à la RRC dans les ressources et amélioration de la gestion des catastrophes pour favoriser une réponse rapide en cas de crise
- Généralisation de la protection sociale saisonnière et de la préparation aux pics de sous-nutrition

PLAIDOYER EN FAVEUR DE LA RÉSILIENCE

Suite aux crises survenues dans les régions de la Corne de l'Afrique et du Sahel, ACF a acquis une expertise importante en matière de lutte contre la faim et la sous-nutrition dans de nombreux pays. Grâce à cette inestimable expérience de terrain, basée sur des compétences techniques reconnues, nous savons que chaque zone et chaque région sont spécifiques, que les causes locales de la sous-nutrition varient d'un endroit à l'autre et qu'il n'existe pas de solution adaptée à tous pour remédier à la faim.

MESSAGES CLÉS CONCERNANT LE PLAIDOYER

- S'attaquer aux causes profondes des crises alimentaires et pas uniquement à leurs symptômes
- Intégrer l'urgence aux programmes de développement et augmenter la durabilité des interventions humanitaires
- Mesurer la résilience : la faim et la sous-nutrition en tant qu'indicateurs clés de progrès
- Agir en faveur de la résilience : cibler les vulnérabilités
- Lutter contre les prix élevés et volatils des denrées alimentaires
- Mettre en place des systèmes de protection sociale nationaux ambitieux
- Adopter une approche multisectorielle pour prévenir la sous-nutrition
- Comblent les écarts de financement institutionnel entre les acteurs de l'humanitaire et du développement
- Fonds supplémentaires nécessaires à long terme
- Volonté politique durable à haut niveau

ÉTUDES DE CAS

1. Mieux se préparer à répondre aux urgences

INDONÉSIE : PLAN DE PRÉPARATION ET DE RÉPONSE AUX URGENCES

Le plan de préparation et de réponse aux urgences est un outil destiné à assurer une réponse rapide, appropriée et efficace en vue de sauver des vies en cas de catastrophe de grande ampleur, tout en préparant à l'avance la réponse d'ACF aux urgences.

Analyse des risques : L'Indonésie est sujette à différents aléas naturels, et sa population est fortement exposée aux risques d'inondation, de glissement de terrain, de tremblement de terre, d'éruption volcanique, de tsunami et de sécheresse. Les autorités nationales et les organisations locales sont bien structurées et disposent de ressources suffisantes pour répondre aux urgences de faible ampleur.



Plan de réponse : Compte tenu des aléas prioritaires, ACF concentre son action sur les inondations, les tremblements de terres et les tsunamis. ACF interviendra en cas de catastrophe de moyenne et grande ampleur, en particulier dans les régions isolées où elle possède une valeur ajoutée par rapport à d'autres organisations. ACF est en mesure de mettre en œuvre les programmes Eau, assainissement et hygiène et Sécurité alimentaire et moyens d'existence, avec des partenaires locaux.

Likelihood	Very low	Low	High	Very High	
↑		Landslide		Floods Earthquake	Frequent or very likely
		Volcano			Moderate or likely
	Drought		Tsunami		Occasional slight chance
					Unlikely improbable
					Highly unlikely rare event
					Very rare event
					→ Severity

2. Mieux comprendre les mécanismes d'adaptation des communautés

GÉORGIE : RÉDUIRE LES RISQUES DE CATASTROPHE ET RENFORCER LA RÉSILIENCE À TRAVERS UN PROCESSUS PARTICIPATIF

L'évaluation participative des capacités et des vulnérabilités (EPCV) est une méthode d'investigation qui fait appel à divers outils participatifs qualitatifs, dans le but d'impliquer les communautés et acteurs locaux au diagnostic des risques de catastrophe et des vulnérabilités qui les concernent.

Par le biais d'une approche participative, cette évaluation vise à renforcer les capacités et les connaissances des communautés en matière de risques de catastrophe. Elle contribue ainsi à identifier les moyens et les possibilités de réduire leur vulnérabilité, d'accroître leur résilience et de prioriser leurs ressources pour atténuer ou éviter les conséquences des catastrophes, avec le soutien des autorités gouvernementales.



3. Améliorer la préparation des communautés face aux catastrophes

ÉTHIOPIE : LES COMMUNAUTÉS SE PRÉPARENT À RÉPONDRE AUX FUTURES SÉCHERESSES

L'approche communautaire de la gestion des risques de catastrophe permet aux personnes les plus vulnérables d'accroître leur capacité à mieux se préparer à la sécheresse, grâce à un plan de préparation communautaire. Ce plan comprend un éventail d'activités à mettre en œuvre pour répondre aux futurs risques et les atténuer, en fonction des capacités des communautés (ex. : identification des zones de pâturage, système d'alerte précoce, défrichage, réhabilitation des points d'eau, etc.).



Grâce à l'identification des risques et des actions susceptibles de les réduire, les communautés ont pu renforcer leur processus de prise de décision face aux autorités locales. Les représentants du gouvernement sont chargés de limiter le plus possible le nombre de victimes et les dégâts structurels dans leur région. Par la suite, des mesures appropriées devront être financées par le biais du plan de développement local, en tenant compte du plan de préparation communautaire.



4. Réduire les risques tout en diversifiant les moyens d'existence

BURKINA FASO : APPUI À LA RÉCUPÉRATION DES PERSONNES AFFECTÉES PAR LES INONDATIONS ET À L'ADAPTATION AUX ALÉAS CLIMATIQUES

Les inondations de 2010 ont provoqué des dégâts structurels et des pertes humaines dans la région Est du Burkina Faso. Les organisations humanitaires ont réagi en apportant une aide d'urgence et un appui à long terme afin de mettre en place des mesures de réduction des risques. Pendant la première année du programme, ACF a donné la priorité aux activités de réhabilitation des infrastructures, tout en lançant des initiatives de réduction des risques en vue de faire face aux aléas climatiques. Un appui économique a en outre été apporté aux plus vulnérables. Par exemple, des points d'eau ont été construits dans les communautés, et des petits exploitants ont reçu des semences améliorées ou du bétail. Des terres ont également été réhabilitées au moyen d'activités « argent contre travail », afin de limiter la dégradation des sols et d'accroître le rendement des cultures.



La sensibilisation aux connaissances et à l'éducation en matière de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique a permis à la communauté et aux institutions locales d'acquérir des compétences qui leur permettront de mieux se préparer et répondre aux aléas climatiques, et de mieux les atténuer.





5. Réduire les vulnérabilités par le biais de la réduction des risques de catastrophe

PAKISTAN : AMÉLIORER LA GESTION DES INONDATIONS GRÂCE À DES MESURES D'ATTÉNUATION

Le Pakistan a connu d'importants déplacements internes de population, provoqués par différentes catastrophes naturelles et d'origine humaine. Depuis 2011, ACF a mis en place un projet de gestion des risques de catastrophe, afin de réduire le risque de morbidité et de mortalité grâce à l'amélioration de la résilience des communautés face aux catastrophes naturelles.

Plus de 50 000 personnes ont bénéficié de mesures structurelles telles que la construction de canaux d'irrigation à petite échelle pour l'agriculture, la réhabilitation d'installations d'eau et d'assainissement, la construction de murs de retenue et de protection contre les inondations, et la mise en place de systèmes d'approvisionnement en eau résistants aux aléas permettant d'atténuer les conséquences des inondations. De plus, d'autres activités tels que les systèmes locaux d'alerte précoce, les plans communautaires de gestion des catastrophes et la campagne de sensibilisation scolaire renforcent la capacité de préparation aux inondations des communautés et augmentent la durabilité du projet.



6. Accroître les compétences des communautés pour une meilleure gestion du risque, de l'incertitude et du changement

PHILIPPINES : CARTOGRAPHIE MULTIRISQUES AU MOYEN D'UN SYSTÈME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

Les aléas tels que les typhons, glissements de terrain, inondations, tempêtes, tsunamis et tremblements de terre constituent un risque pour la vie, les biens et les moyens d'existence des communautés, qui augmente du fait de l'exposition physique de celles-ci, de la proximité des zones sujettes aux aléas et des conditions socioéconomiques, culturelles et comportementales.

Le système d'information géographique (SIG) fait partie intégrante de l'action de RRC entreprise dans le cadre de ce projet. L'analyse spatiale et les connaissances locales des communautés apportent des renseignements essentiels pour produire des cartes multirisques. Les savoirs locaux sont recueillis via l'évaluation participative des capacités et des vulnérabilités, qui prévoit que les membres des communautés cartographient les aléas et les ressources qui les concernent. Les cartes multirisques fiables constituent des outils importants pour évaluer les risques, et fournissent des informations pertinentes primordiales pour la planification et la prise de décision à l'échelon communautaire, concernant notamment la réponse aux urgences, la préparation aux catastrophes et leur atténuation.



7. Soutenir les systèmes d'alerte précoce pour améliorer les moyens d'existence des communautés

GUATEMALA-NICARAGUA : UTILISATION DE SITES SENTINELLES POUR PRÉSERVER LES MOYENS D'EXISTENCE DES COMMUNAUTÉS DANS DES RÉGIONS ISOLÉES

Les sites sentinelles ont vocation à recueillir et générer des informations pertinentes auprès et pour les populations, afin d'alerter les décideurs et d'assurer des prévisions adéquates et une réponse appropriée au niveau local et national pour éviter les décès et épisodes de famine pendant les pénuries alimentaires.

Ces sites analysent les variables socioéconomiques et climatiques au niveau local/municipal, et contribuent donc à améliorer les processus de prise de décision aux différents niveaux.

Outre leur fonction d'« alerte précoce », les sites sentinelles servent également à renforcer les institutions et les groupes de plaidoyer, ainsi qu'à faire davantage participer les populations concernées à la réduction de leur vulnérabilité face aux risques de catastrophe.

En 2012, les autorités du Nicaragua ont annoncé qu'elles approuvaient cette méthode et qu'elle devait être adaptée à leur système national.



8. Renforcer les capacités de gouvernance

HAÏTI : LES COMMUNAUTÉS ET INSTITUTIONS SONT STRUCTURÉES SOUS FORME DE PLATEFORME POUR ÉLABORER DES STRATÉGIES DE PRÉPARATION AUX CATASTROPHES ET DE RÉSILIENCE AUX CHOCS

Du fait de sa situation géographique – côtière et en aval d'un bassin versant dégradé, quasiment toute la ville des Gonâives est classée comme zone fortement exposée au risque d'inondation et de glissement de terrain. Des aléas plus ponctuels, tels que les tremblements de terre et les cyclones, viennent s'ajouter à ces risques récurrents. Cependant, les institutions nationales et locales n'ont pas de stratégie bien définie en gestion des risques de catastrophe pour faire face à ces différents aléas, et avec les capacités dont elles disposent, elles n'apportent qu'une réponse partielle en matière de préparation et d'atténuation des risques. Pour combler ces lacunes, ACF a élaboré un programme axé sur le renforcement des capacités des institutions locales.



Ce programme prévoit de :

- renforcer les liens entre les communautés et le gouvernement pour l'identification des risques et la prise de décision par la création d'une plateforme
- accroître les connaissances et les compétences des membres de la plateforme en matière de préparation, de réponse et d'atténuation des risques de catastrophe
- renforcer la résilience des communautés en améliorant la compréhension et la prise en compte des facteurs de risque

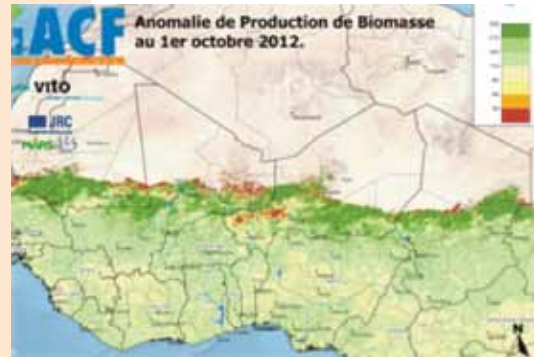


9. Suivre, analyser et anticiper les risques de catastrophe

MALI-NIGER : ANALYSE DES RESSOURCES ET ÉVALUATION DE LA VULNÉRABILITÉ DES POPULATIONS PASTORALES DU SAHEL GRÂCE AU SYSTÈME PASTORAL D'ALERTE PRÉCOCE (SPAP)

Le système pastoral d'alerte précoce est une série d'outils basés sur un système d'information géographique (SIG), qui a vocation à appuyer l'analyse des ressources pastorales disponibles et évaluer la vulnérabilité des populations pastorales du Sahel.

Progressivement amélioré entre 2000 et 2011, ce système peut à présent remplir pleinement sa fonction d'appui à l'évaluation et au ciblage de la vulnérabilité des populations pastorales du Sahel. L'initiative consistant à utiliser la télédétection et le SIG s'est révélée stratégique et concluante, car le système combine les trois principales composantes de leurs moyens d'existence, à savoir : la production de biomasse, la disponibilité d'eau de surface et les déplacements du bétail.



Cette technologie a été transférée aux autorités nationales maliennes et nigériennes grâce au renforcement des capacités et à l'appui institutionnel, et est aujourd'hui une référence dans la région.

À l'heure actuelle, le système est encore en développement et sera reproduit dans d'autres pays du Sahel, par le biais de partenariats locaux, régionaux et internationaux.

RÉFÉRENCES

Action Contre la Faim International (ACF-IN), 2010. *ACF International Strategy 2010 – 2015*.

Action Contre la Faim (ACF-France), 2011. *Plan d'action CAP 2015*.

Basque Centre for Climate Change (BC3), 2011. *Multidisciplinary perspectives on urban resilience*. Publié par Chelleri L. et Olazabal M. Rapport d'atelier.

Department for International Development (DFID), 2011. *Defining Disaster Resilience: a DFID approach paper*. Royaume-Uni : Londres.

Institute of Development Studies (IDS), 2013. *Making the most of resilience*. Christophe Béné, Andy Newsham et Mark Davie. In focus policy briefing 32.

Institute of Development Studies (IDS), 2012. *Resilience: New Utopia or New Tyranny? Reflection about the Potentials and Limits of the Concept of Resilience in Relation to Vulnerability Reduction Programmes*. Christophe Béné, Rachel Godfrey Wood, Andrew Newsham et Mark Davies. Document de travail.

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), 2001. *A Report of Working Group II, Climate Change 2001: Impacts, Adaptation, and Vulnerability*. McCarthy, J.J. Canziani, O.F. Leary, N.A. Dokken, D.J. White, K.S. (eds) Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.

John Twigg, 2009. *Characteristics of a Disaster-resilient Community*. Note d'orientation. University College London.

ODI 2012. *Resilience: a risk management approach*. Note d'information.

OXFAM. *Measuring the Impact of Disaster Risk Reduction: A Learning Companion*. Oxfam Disaster Risk Reduction and Climate Change Adaptation Resources.

SheshKantaKafle, 2011. *Measuring disaster-resilient communities: A case study of coastal communities in Indonesia*. Croix-Rouge canadienne. Journal of Business Continuity & Emergency Planning, volume 5, numéro 3.

Stratégie internationale de prévention des catastrophes naturelles des Nations Unies (SIPC), 2009. Terminologie sur la réduction des risques de catastrophe. Suisse : Genève.

Stratégie internationale de prévention des catastrophes naturelles des Nations Unies (SIPC), 2012. *Annual Disaster Statistical Review 2011. The numbers and trends*. Debby Guha-Sapir, FemkeVos, Regina Below et Sylvain Ponsérre. Coordonné par le Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes (CRED), l'Institut de recherche santé et société (IRSS) et l'Université catholique de Louvain. Bruxelles, Belgique.



ACF - INTERNATIONAL

Contact ACF-France

Sandrine Roussy
Référent Gestion des Risques de Désastres
sroussy@actioncontrelafaim.org
Tel: +33 1 71 28 02 63

Contact ACF-Spain

Frédéric Ham
Référent Gestion des Risques de Désastres et SIG
fham@achesp.org
Tel: +34 91 391 53 00

